Interview de M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, à France Inter le 20 mai 2025, sur le conflit à Gaza, la reconnaissance de l'État de Palestine, la levée des sanctions contre la Syrie, la guerre en Ukraine, les élections en Roumanie, le rapport concernant les frères musulmans et le sommet mondial pour sauver les océans.

2025-05-20

ICOLAS DEMORAND

Et avec Léa SALAME, nous recevons, ce matin, le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères. Questions, réactions au 01-45-24-70-00 et sur l'application de Radio France. Jean-Noël BARROT, bonjour,

JEAN-NOËL BARROT

Bonjour,

LEA SALAME

Bonjour,

NICOLAS DEMORAND

Et bienvenue à ce micro. Beaucoup de questions à vous poser ce matin sur l'Ukraine, sur les élections en Europe, Roumanie, Pologne, sur le sommet CHOOSE France et l'attractivité économique de notre pays. Mais d'abord, évidemment, le Proche-Orient où l'armée israélienne a durci ses opérations à Gaza, lançant l'opération terrestre Chariot de Gédéon pour laquelle elle a rappelé des dizaines de milliers de réservistes. Benyamin NETANYAHOU annonce qu'Israël va prendre le contrôle de tout le territoire de la bande de Gaza et, en même temps, a annoncé accepter de laisser passer un minimum d'aide humanitaire. Comment décririez-vous la situation ce matin, à l'instant T ?

JEAN-NOËL BARROT

Elle est insoutenable parce que la violence aveugle, le blocage de l'aide humanitaire par le Gouvernement israélien ont fait de Gaza un mouroir, pour ne pas dire un cimetière. Cela doit cesser parce que, chacun s'en rend compte, c'est une atteinte profonde à la dignité de la personne humaine. C'est une violation absolue de toutes les règles du droit international et c'est contraire à la sécurité d'Israël, à laquelle la France est attachée parce que qui sème la violence récolte la violence.

LEA SALAME

Les informations sont assez contradictoires. Hier, Benyamin NETANYAHOU semblait dire qu'il laissait entrer certains camions humanitaires dans la bande de Gaza. Est-ce le cas ? On parle de cinq camions qui sont rentrés. Qu'est-ce que vous pouvez nous dire, ce matin, de ce point de vue-là, de la levée du blocus ?

JEAN-NOËL BARROT

C'est tout à fait insuffisant. Certes, ça fait bientôt trois mois que l'armée israélienne bloquait l'accès de toute aide humanitaire à Gaza. Si bien que les enfants de Gaza étaient affamés, étaient assoiffés et que pour des raisons, notamment de politique intérieure, le Gouvernement israélien a décidé de réouvrir, d'entre-ouvrir la porte. Mais c'est totalement insuffisant, ça l'était déjà avant ce blocus. Lorsque nous sommes rendus, avec le président de la République, à El Arich, à 25 kilomètres de la bande de Gaza, du côté égyptien, où se trouvent les entrepôts des organisations humanitaires, nous avons vu du matériel français qui était bloqué à l'entrée de Gaza, y compris du matériel médical comme des béquilles, parce qu'il comportait des pièces métalliques qui auraient pu être détournées à des fins militaires. Tout cela doit cesser. Parce que je le disais, on ne peut pas se satisfaire, on ne peut pas détourner les yeux de la souffrance des Gazaouis. Il faut que cette aide soit immédiate, qu'elle soit massive et qu'elle soit sans aucune entrave.

LEA SALAME

Tout cela doit cesser. Dites-vous, ça fait plusieurs jours que vous le répétez, hier la France, le Royaume-Uni et le Canada ont prévenu que des mesures concrètes seront prises si cette nouvelle offensive militaire continuait. Ça veut dire quoi, des mesures concrètes ?

JEAN-NOËL BARROT

Nous avons, au niveau national, chaque fois que cela était opportun, pris des mesures, pris des sanctions. C'est notamment le cas des sanctions que nous avons prises à l'égard des colons extrémistes et violents qui, en Cisjordanie, par leur violence, hypothéquaient, menaçaient, menacent la continuité du territoire palestinien et donc, la perspective même d'un État palestinien.

LEA SALAME

Mais là, c'est quoi les mesures dont vous parlez ?

JEAN-NOËL BARROT

Les Pays-Bas ont proposé le réexamen de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël. Et en particulier, le réexamen du respect de son article 2 qui dit que chacune des deux parties, l'Europe et Israël, doit respecter les droits de l'Homme. Nous avons soutenu cette initiative et j'appelle la Commission européenne à faire cet examen, à instruire cette demande et à montrer si, oui ou non, Israël respecte cet article, respecte ses obligations vis-à-vis des droits de l'Homme.

LEA SALAME

Donc la menace est de rompre ce traité ?

JEAN-NOËL BARROT

La suite, une fois qu'il est établi qu'une violation est manifeste, c'est effectivement la possibilité de suspension éventuelle.

NICOLAS DEMORAND

Avec quel effet ?

JEAN-NOËL BARROT

L'accord d'association comporte une dimension politique, il comporte aussi une dimension commerciale. Et donc, si je puis dire, ni Israël ni l'Union européenne ont intérêt à mettre fin à cet accord. Mais enfin, les images qui nous reviennent de Gaza, la situation des civils, des femmes et des enfants, nous oblige, aujourd'hui, à avancer d'un cran supplémentaire puisque jusqu'à présent, lorsque ces propositions avaient été faites, ça avait été le cas par l'Irlande et par l'Espagne il y a quelques années, nous avions plutôt adopté une position réservée considérant qu'un tel réexamen n'aurait pas d'impact concret sur le terrain. Aujourd'hui, nous avons pris une position différente et j'ai dit très clairement que j'y étais favorable.

LEA SALAME

Benjamin NETANYAHOU vous a répondu dans la nuit, ses réactions de Paris, Londres ou du Canada sont un cadeau immense fait au Hamas. Vous répondez quoi ?

JEAN-NOËL BARROT

Notre objectif depuis le 7 octobre, le pire massacre antisémite de notre histoire depuis la Shoah, c'est bien de désarmer le Hamas, c'est de libérer tous les otages qui sont encore retenus dans ces tunnels. Mais ce que nous voulons, c'est aussi la sécurité d'Israël. Et on ne peut pas laisser aux enfants de Gaza en héritage la violence et la haine. Donc, il faut que tout cela cesse. Et c'est pourquoi nous sommes déterminés à reconnaître l'État de Palestine. Et j'y travaille activement parce que nous voulons ainsi contribuer à une solution politique dans l'intérêt des Palestiniens, mais aussi de la sécurité d'Israël. Parce que ce que nous cherchons en contrepartie, si je puis dire, de cette décision à forte portée symbolique, c'est le désarmement du Hamas, son exclusion de la bande de Gaza et de toute forme de participation à l'avenir de la gouvernance de la Palestine.

NICOLAS DEMORAND

Ça n'est pas un symbole, la reconnaissance de l'État de Palestine ?

JEAN-NOËL BARROT

Ça peut l'être. Certains pays ont décidé de prendre cette décision de manière symbolique. Nous, parce que nous sommes la France, nous voulons en faire l'occasion de créer les conditions pour l'existence même de cet Etat, ce qui suppose une mobilisation de toutes les parties prenantes, l'autorité palestinienne, les pays arabes de la région, mais aussi le Hamas, qui doit désormais déposer les armes.

NICOLAS DEMORAND

En attendant, en février, Israël annonçait préparer un plan de départ volontaire, entre guillemets, des palestiniens de la bande de Gaza. Israël et les États-Unis ont évoqué plusieurs la reconnaissance de l'État de Palestine pour relocaliser, là encore, entre guillemets, les palestiniens. Dernière en date, la Libye, avec laquelle les États-Unis seraient en négociation pour déplacer un million de palestiniens en échange de milliards de dollars d'avoir, selon des révélations de la chaîne NBC vendredi, est-ce sérieux ? Les Américains ont-ils vraiment proposé des milliards de dollars à la Libye pour accueillir un million de Gaza ?

JEAN-NOËL BARROT

Oui, c'était à eux qu'il faut le demander, mais pour ce qui nous concerne, nous nous y opposerons de toutes nos forces, comme nous opposerons toujours à tout déplacement de population, à toute annexion, à toute colonisation, parce que c'est contraire aux grands principes que nous avons bâtis sur les ruines de la Deuxième Guerre mondiale et qui, s'ils n'ont pas empêché toutes les guerres, ont permis au monde de traverser huit décennies d'une relative stabilité. Celles et ceux qui, par ce type de propositions, veulent nous faire nous précipiter dans un monde instable, dangereux, où les guerres et les conflits se

multiplient, où les civils sont pris à partie, nous leur opposerons toujours une virulente contestation.

LEA SALAME

Oui, alors virulente contestation, on entend. Rien qui ne fasse trembler Benyamin NETANYAHOU, il l'a redit hier dans un message. Il veut occuper tout le territoire de la bande de Gaza. Le porte-parole de l'armée a aussi répété que ses forces opéreront avec le but de rester, précisant que l'armée israélienne était déployée pour disséquer toute la bande. Et, vous l'avez sûrement lu, le ministre des Finances, Bézalel SMOTRICH, disait " Les habitants vont aller au sud de la bande de Gaza, et de là ils partiront vers d'autres pays. Avec l'aide de Dieu, nous détruisons tout ce qui reste à Gaza, car le monde ne fait rien pour nous arrêter ".

JEAN-NOËL BARROT

Quand on sème la violence, on récolte la violence. Tout cela n'est pas dans l'intérêt d'Israël. Et je crois qu'il y a des voix, en Israël, mais aussi ailleurs, dans la communauté juive, on en a entendu certaines s'élever ces derniers jours en France, qui sont parfaitement conscients que l'attitude du Gouvernement israélien hypothèque la sécurité, à l'avenir, du peuple israélien. Et je vois bien, dans les déclarations que vous avez lues tout à l'heure, que le Premier ministre israélien a quand même dû tenir compte de l'unanimité qui s'est formée dans la communauté internationale pour dénoncer son attitude sur le plan humanitaire. Je crois qu'en continuant, bien sûr, en continuant de dénoncer et de condamner cette attitude, tout en affirmant sans faillir notre attachement à la sécurité d'Israël, nous faisons oeuvre utile parce que nous soutenons ces voix qui, en Israël et ailleurs, appellent le Gouvernement israélien à la raison.

NICOLAS DEMORAND

Jean-Noël BARROT, comment jugez-vous le voyage de Donald TRUMP au Proche et au Moyen-Orient la semaine dernière ? Levée des sanctions contre la Syrie, louanges faites à l'Arabie Saoudite et aux Émirats arabes unis, le fait qu'il ne se soit pas arrêté non plus en Israël, y a-t-il, selon vous, un changement de doctrine diplomatique des États-Unis ? Est-ce que vous le diriez comme ça ?

JEAN-NOËL BARROT

Voilà pourquoi il est si important de se placer toujours dans le respect du droit international. Parce qu'on n'est jamais définitivement le plus fort, on n'est jamais garantis, sûrs et certains, d'avoir la protection du plus fort. Et c'est pourquoi, dans l'intérêt d'Israël, il faut revenir au respect du droit international. Parce que, vous l'avez dit, Donald TRUMP, dans sa tournée, n'a pas fait étape en Israël. Et je pense que cela s'est ressenti en Israël, et que s'il y a une protection durable pour le peuple israélien, c'est bien le droit international. Encore faut-il, bien

sûr, pouvoir le respecter. Quant à cette tournée, elle a permis de renforcer des coopérations entre les États-Unis et certains pays du Golfe, très bien. Ce qui nous importe, c'est que nous avons vu les États-Unis cheminer dans la direction que nous avons prise, quelques mois avant eux, qui est celle d'un dialogue exigeant avec les autorités intérimaires de la Syrie. Ce qui est très important pour nous, parce qu'il était difficile d'obtenir des résultats si les États-Unis adoptaient une approche totalement divergente.

LEA SALAME

Donc la levée des sanctions va dans le bon sens, à vos yeux ?

JEAN-NOËL BARROT

Elle va dans le bon sens, si en tout cas. On est préoccupés par la résurgence de Daesh, du terrorisme islamiste en Syrie. Si l'on souhaite mettre fin à la dissémination des armes chimiques, si l'on veut que toutes les composantes de la société syrienne soient dûment représentées. Voilà nos objectifs. Et pour cela, il fallait que les sanctions soient levées de manière progressive, réversible, proportionnée. Et c'est sur cette voie que les États-Unis ont décidé de nous rejoindre.

NICOLAS DEMORAND

Encore une question sur Donald TRUMP. Au standard, c'est Sylvain qui vous la pose. Bonjour et bienvenue.

SYLVAIN

Bonjour et merci de prendre mon appel. Je voulais poser une question au ministre des Affaires étrangères concernant ce qu'avait dit Pierre HASKI dans son édito juste avant l'interview. À savoir si c'était Donald TRUMP qui avait la clé de la résolution du conflit à Gaza. Moi, ça me fait un peu peur de me dire que ce serait Donald TRUMP qui pourrait avoir la clé de cette résolution, étant donné qu'il a pu dire qu'il souhaitait faire de Gaza la nouvelle région d'Iran, déplacer les populations. Donc, je pense qu'au niveau de la diplomatie, il faut taper sur la table vis-à-vis de NETANYAHOU, mais également vis-à-vis de Donald TRUMP. Et on ne doit pas être à la botte de ces deux personnages, à savoir un autocrate, enfin deux autocrates. C'est complètement raciste.

NICOLAS DEMORAND

Bien compris, Sylvain. Merci pour cette question. A-t-il la clé, Donald TRUMP, pour résoudre le conflit sur la bande de Gaza ? Question de Sylvain.

JEAN-NOËL BARROT

Merci, Sylvain. Je pense que ce que Pierre HASKI voulait dire, c'est que Donald TRUMP a la capacité, grâce à ses relations justement avec les pays du Golfe et en particulier l'Arabie Saoudite, d'obtenir une forme d'accord entre les pays de la région qui assure durablement la paix et la stabilité. Comment est-ce que cela fonctionnerait ? En contrepartie de l'obtention par les États-Unis du cessez-le-feu et de la reconnaissance par Israël du droit des Palestiniens de disposer d'un État, les États-Unis obtiendraient de l'Arabie Saoudite la reconnaissance d'Israël. C'est ce qu'on appelle la logique des accords d'Abraham. Donc, c'est vrai que Donald TRUMP a une clé de la résolution du conflit israélo-palestinien. Il n'a pas pu s'en servir lorsqu'il s'est déplacé là-bas parce que la guerre fait rage. Il était hors de question pour des pays comme l'Arabie Saoudite de pouvoir dire qu'ils allaient, comme ça, se normaliser leurs relations avec Israël. On ne peut pas attendre que le Gouvernement israélien fasse mouvement. On ne peut pas attendre non plus tout des États-Unis. C'est pourquoi nous travaillons pour que la décision que nous voulons prendre de reconnaissance de l'État de Palestine puisse entraîner tous les acteurs de la région à faire mouvement dans la direction de l'existence d'un État d'Israël. Ce qui compte plus encore que la reconnaissance, c'est l'existence d'un État de Palestine.

LEA SALAME

L'Ukraine, la situation toujours aussi bloquée. Donald TRUMP a parlé hier à Vladimir POUTINE pendant deux heures au téléphone. Discussion que Donald TRUMP qualifie d'excellente. Vladimir POUTINE de franche et utile. Il s'est passé quelque chose hier ou rien de neuf ?

JEAN-NOËL BARROT

Je crois que Vladimir POUTINE continue à tenir son langage hypocrite. Et chacun a bien compris qu'il ira jusqu'au bout de sa guerre coloniale si nous n'y mettons pas un coup d'arrêt. Alors bien sûr, ce serait utile que les États-Unis tapent du poing sur la table. Que ce fameux paquet de sanctions que les sénateurs ont présentées puisse être adopté. Mais sans attendre les décisions américaines, prenons-nous en charge. Et dissuadons Vladimir POUTINE de continuer cette guerre. Poussons Vladimir POUTINE à mettre fin à son fantasme impérialiste en actant des sanctions qui soient véritablement dissuasives.

LEA SALAME

Mais pardon, Jean-Noël BARROT, on vous entend. On a vu les accélérations diplomatiques. Pour l'instant, il ne tremble pas, il ne bouge pas. Vous avez l'impression que vous le faites siller, même, Vladimir Poutine ?

JEAN-NOËL BARROT

Vous savez, je crois qu'on a réussi, grâce à l'unité des Européens, grâce à la mobilisation des Américains également, à éviter que l'Ukraine ne s'effondre jusqu'à présent. Si l'on prend les 17 paquets de sanctions qui ont été adoptés au niveau européen, ça représente une perte sèche pour la Russie de 400 milliards d'euros, c'est-à-dire l'équivalent de trois années d'efforts de guerre. Donc, heureusement que nous avons su prendre toutes ces mesures. Mais de toute évidence, elles n'ont pas suffi à dissuader définitivement Vladimir POUTINE. Et donc, il faut aller plus loin. Je salue le fait que la Commission européenne ait décidé de passer à l'échelon supérieur. Et je l'invite à présenter, je crois qu'elle le fera dans les prochains jours, un paquet qui sera véritablement dissuasif, qui permettra de dévitaliser, de dessouffler l'économie russe et d'alourdir la facture pour Vladimir POUTINE de cette guerre coloniale.

NICOLAS DEMORAND

Jean-Noël BARROT, on sort d'un gros week-end d'élections en Europe, en Roumanie. Le candidat centriste pro-européen a finalement remporté la présidentielle face au candidat ultra-nationaliste. Première question, soulagement face à l'international réactionnaire que dénonçait Emmanuel MACRON. Et puis un mot aussi de ce que Pavel DUROV, le fondateur de la messagerie TELEGRAM, a dit. Il a accusé la France d'ingérence dans ses élections. Un Gouvernement d'Europe de l'Ouest a approché TELEGRAM, nous demandant de réduire au silence des voix conservatrices en Roumanie avant l'élection présidentielle d'aujourd'hui. Que lui répondez-vous donc sur les deux points ?

JEAN-NOËL BARROT

Oui, d'abord, cette victoire est une grande satisfaction. Parce que, rappelons-nous où se situe la Roumanie. La Roumanie est sur le flanc oriental, à l'Est de l'Union Européenne, directement confrontée à la menace que représente, aujourd'hui, la Russie armée jusqu'aux dents de Vladimir POUTINE. Et donc, que le camp européen parvienne à surmonter toutes les difficultés que la Russie a voulu placer sur le chemin démocratique de la Roumanie, c'est une très grande satisfaction. Ensuite, sur Pavel DUROV, nous avons nié toutes ces allégations qui sont totalement infondées. Mais je voudrais simplement rappeler une chose, c'est que si cette élection a eu lieu dimanche dernier, c'est parce que la précédente édition avait dû être annulée. Pourquoi ? Parce que les règles de financement des campagnes électorales avaient été massivement détournées par des acteurs russes pour déstabiliser l'élection, la première fois. Et j'ai vu des responsables du Rassemblement National accuser leur propre pays, la France, d'ingérence étrangère. Alors que ce sont ces mêmes responsables du Rassemblement National qui sont allés soutenir en Roumanie le candidat nationaliste et pro-russe. C'est l'hôpital qui se fout de la charité et c'est la démonstration, une nouvelle fois, que le Rassemblement National est le parti de l'étranger.

LEA SALAME

Il nous reste très peu de minutes, cela fait six mois désormais que Boualem SANSAL est dans les geôles algériennes. Bruno RETAILLEAU a tenté la carte de la fermeté, vous vous avez tenté la carte de la concertation et il est toujours dans les geôles algériennes, rien ne marche.

JEAN-NOËL BARROT

Je suis très préoccupé par son état de santé. C'est un homme qui est âgé et qui est fragilisé. C'est pourquoi je souhaite que son procès en appel puisse être jugé au plus vite et si possible dans les prochains jours pour qu'à la suite de ce jugement, un geste d'humanité, celui auquel nous avons appelé les autorités algériennes, puisse être pris à son égard. Je crois que c'est bien la moindre des choses.

LEA SALAME

Il y a un an, trois ministères dont le vôtre ont commandé un rapport sur les frères musulmans et l'islamisme politique en France. Ce rapport a été remis à Bruno RETAILLEAU. Le Figaro en révèle les grandes lignes, ce matin, on parle de réseaux tentaculaires, d'organisations secrètes, de quartiers islamisés, on parle d'un vrai risque fériste en France. Votre réaction ?

JEAN-NOËL BARROT

Je ne vais pas commenter un rapport qui n'a pas été publié, dont nous allons faire l'analyse, détailler.

LEA SALAME

Il a été remis à Bruno RETAILLEAU.

JEAN-NOËL BARROT

Il a été remis à mes services également, mais il n'a pas été publié et c'est pour des bonnes raisons. Nous allons l'étudier dans le détail. Il fait suite à un travail de longue haleine par un préfet, un diplomate, auquel je veux rendre hommage, qui vont nous permettre de repousser cette percée de l'islamisme radical dans notre pays, qui s'en prend à la laïcité, pourtant clé de voûte de notre contrat social.

NICOLAS DEMORAND

Bruno RETAILLEAU, votre collègue de l'intérieur, qui a remporté largement son combat contre Laurent WAUQUIEZ pour la présidence du parti LR, ça en fait un candidat sérieux, crédible pour 2027 ?

JEAN-NOËL BARROT

En tout cas, ça en fait un président pour les Républicains. La page est tournée et d'une certaine manière, ce qu'ont dit les militants des Républicains, c'est qu'ils validaient la participation des Républicains au Gouvernement de François BAYROU. Non pas par adhésion à un projet commun, mais par sens des responsabilités. Parce que face à toutes les menaces qui sont devant nous, la guerre est à nos portes, la planète est en ébullition, et puis on le disait, jusqu'en Roumanie, la démocratie est prise d'assaut, face à tout cela, il nous faut faire preuve de responsabilité, savoir travailler avec des formations politiques qu'on a parfois combattues. Le temps des grandes confrontations reviendra, ce sera 2027, mais c'est encore un peu loin.

LEA SALAME

Pour terminer, un mot sur le grand événement qui aura lieu dans trois semaines à Nice, présidé par la France, le sommet mondial pour sauver les océans. Pourquoi ce moment va être absolument capital ?

JEAN-NOËL BARROT

Capital, parce que les océans sont une réserve de biodiversité, un quart des espèces, et un puits de carbone. La moitié de l'oxygène que nous respirons dans ce studio, Léa SALAME, est produit par l'océan. Or, l'océan est aujourd'hui en danger, avec l'augmentation des températures, 29 degrés, le 15 août dernier, à la surface de la Méditerranée, et la montée des eaux va menacer tous les territoires côtiers. C'est pourquoi cette troisième conférence des Nations Unies sur l'océan se tiendra à Nice. Elle a vocation à être, pour l'océan, l'équivalent de ce que l'accord de Paris, il y a 10 ans, a été pour le climat et pour les émissions de gaz à effet de serre. Vous verrez, nous allons mobiliser la communauté internationale pour sauver l'océan, parce que c'est l'océan qui nous sauvera.

NICOLAS DEMORAND

Merci Jean-Noël BARROT…

LEA SALAME

Merci.

Source : Service d'information du Gouvernement, le 23 mai 2025

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/298700-jean-noel-barrot-20052025-france-inter-politique-etrangere